

M. Paul Leroy-Beaulieu

25 décembre 1881

Article paru sans titre dans *l'Egalité*, 25 décembre 1881

M. Paul Leroy-Beaulieu n'est pas le premier venu : son opinion vaut qu'on s'y arrête. M. Beaulieu est directeur d'un grand journal d'économie politique, rédacteur économique des *Débats*, un des économistes les plus importants de l'école libre-échangiste, membre de l'Institut et professeur au Collège de France. Voilà bien des litres. On le dit auteur de gros volumes sur la "Science des finances", sur la "Colonisation", sur la "Distribution des richesses", mais ces gros volumes débordent de tant de déclamations lourdement phrasées, de tant d'idées banales, de tant de compilations inintelligentes [1] que pour croire en la valeur intellectuelle du professeur, il faut ne pas les avoir lus.

M. Beaulieu a publié ces gros volumes non pour être lus, mais pour imposer aux bourgeois par leur grosseur. Ses livres sont des réclames. On le voit, M. Beaulieu n'est pas le premier venu.

Dans mon article "*la politique de la bourgeoisie*" (*Egalité*, n° 2), je disais que le gouvernement républicain, c'est-à-dire le pouvoir politique sous le contrôle absolu de la classe bourgeoise, n'était qu'un moyen pour la bourgeoisie de maintenir son exploitation à l'intérieur, d'étendre son exploitation à l'extérieur, et de lancer la France dans des guerres financières et commerciales. Dans *l'Economiste*, M. Beaulieu confirme tout ce que j'avais dit. C'est un si grand honneur pour un socialiste critique de trouver ses vues partagées par un économiste officiel, que je ne puis résister au plaisir de citer l'opinion de M. Beaulieu.

Avec un verbe haut et cavalier, M. Beaulieu apostrophe ainsi la France dans *l'Economiste* du 10 décembre :

"Veut-elle avoir une politique coloniale ? Désire-t-elle, au contraire, se réduire au rang d'une Belgique ou d'une Suisse ?... aboutir à l'effacement presque complet ?... La Providence, dans ces dernières années, nous a prodigué les occasions de fonder des établissements coloniaux. En Asie, il ne dépend que de nous, avec de très minces efforts, de soumettre le Cambodge, le Tonkin et tout l'Annam". D'Asie, Alexandre Beaulieu passe en Océanie. "La Nouvelle-Calédonie ne suffit pas à la transportation", emparons-nous des Nouvelles Hébrides, "terre vacante et sans maître" et peuplons-les de condamnés politiques et de récidivistes.

Mais la conquête de l'Afrique, de "ce vaste continent dont la mise en valeur sera le grand événement du XIX^e siècle" transporte le bouillant académicien. "L'Algérie et le Sénégal forment deux merveilleuses bases d'opération... Le Gabon est un excellent point de départ pour l'exploitation de la région de l'Ogoué et du Congo". Mais objecte-t-on, la campagne tunisienne est coûteuse en hommes et en argent. Pourquoi ? répond le belliqueux économiste. Parce qu'il fallait "de l'énergie et beaucoup d'énergie" et il n'y a eu que de la douceur, comme "si les Tunisiens étaient des moutons [2]". "Le 21 mai, j'ai réclamé l'annexion pure et simple ; aujourd'hui 10 décembre, je répète : il faudra que nous ayons en Tunisie des troupes à demeure, non pas en quelques points seulement, mais dans toutes les localités importantes à Tunis, à Kairouan, à Sousse, à Sfax, à Gabès... Ce qui importe surtout, c'est de constituer en fait solidement notre domination dans le pays. *Le droit*, on le sait, *suit toujours d'assez près le fait et en est le serviteur docile*". C'est raide pour un membre de l'Institut ! Quant à "tout ce que l'on a dit contre les

porteurs de fonds tunisiens, au sujet de prétendues spéculations engagées à ce sujet, ce n'est que commérages... des hommes politiques ne doivent pas se laisser arrêter par des commérages. Ce qui est politique, c'est de *rembourser cette dette sans aucun retard*, d'y substituer une autre... *jouissant de la garantie de la France*". – Les Rothschild, les Renault de la finance, comme les usuriers aux fils de famille, ont fait souscrire au bey de Tunis des billets de cent francs tandis qu'il n'en recevait que dix ; et M. Beaulieu demande que la France garantisse cette dette honteuse. Le procédé est toujours le même : les financiers européens prêtent aux Orientaux à des taux usuraires ; puis ils réclament l'action diplomatique et militaire de leurs gouvernements pour exiger d'abord, puis pour garantir leurs usures.

Si M. Paul Leroy-Beaulieu était un penseur, s'il possédait des idées qui lui fussent propres, on pourrait négliger ses élucubrations, ses plans et ses écrits ; mais tel n'est pas le cas. Il n'est qu'un des porte-voix de la bande famélique des commerçants, industriels, financiers, toujours prête à engager la fortune et l'honneur de la France, avec autant d'insouciance qu'un joueur sa pièce de cent sous. S'il a pu y avoir du courage civique à empoigner au collet les Roustan, les Ferry, les Challemel-Lacour, les Gambetta et à les traîner devant l'opinion publique, on ne doit pas oublier que ces drôles ne sont que des agents, que les vrais coupables sont les bourgeois de la finance, du haut commerce et de la grande industrie. Les soldats qui massacraient les Parisiens pendant la semaine sanglante n'étaient que des agents ; les vrais coupables étaient à Versailles.

Les deux Beaulieu, Paul et Anatole, sont gens connus pour leur reconnaissance. Anatole est accueilli à la table de propriétaires fonciers russes et, par reconnaissance intestinale, il présente au public français comme des héros humanitaires les Milutine, Samarine, Tcherkasky, qui ont fait tourner l'émancipation des serfs au profit des seigneurs, et il insulte leur adversaire, celui qui osa déclarer que l'acte d'émancipation était une duperie, qui permettrait aux propriétaires de voler la terre des paysans ; celui qui expie dans les mines de Sibérie sa courageuse défense des biens des paysans ; le grand Tchernychevski [3].

On rapporte que les deux Beaulieu sont arrivés à Paris presque sans sou ni maille ; que Michel Chevalier qui les accueillit les introduisit dans le monde des économistes-tripoteurs ; qu'en fort peu de temps, grâce à leurs relations, ils purent prélever, sur la fortune sociale de France, de quoi devenir de gros propriétaires et de gros rentiers et que Paul est chargé de payer la dette de reconnaissance contractée par les deux frères envers les financiers et que pour cela Paul est un des condottiere de la plume qui réclame avec le plus d'ardeur la mise du gouvernement de la France au service de la finance.

La reconnaissance est une belle chose, bon Paul, mais il ne faut pas forcer la note. Bonaparte vous a naturalisé, mais il n'a pu vous donner le tact français, et je vous avertis charitablement qu'en ce moment-ci, pour un professeur du Collège de France, vous pratiquez la reconnaissance un peu maladroitement.

Notes

[1] Je dois faire une exception pour son ouvrage "Le travail des femmes au XIX^e siècle" (1873). Le secrétaire qui lui a ramassé et coordonné ses notes, semble avoir été plus intelligent et plus laborieux que ceux qu'il emploie d'habitude. (Note de P. Lafargue)

[2] Economiste français du 24 septembre. (Note de P. Lafargue)

[3] Revue des Deux Mondes, 1er octobre 1880 – 15 février 1881. (Note de P. Lafargue)